



**MINISTÈRE
CHARGÉ DU BUDGET
ET DES COMPTES PUBLICS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des achats de l'État

**ACCORD-CADRE
RELATIF A LA FOURNITURE DE PRESTATIONS
DE TRAITEUR**

Marché réservé aux entreprises sociales et solidaires sur les départements 75, 92, 93 et 94

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Numéro de consultation : 2024_DAE_ACIM_PRESTA_TRAITEURS

Procédure de passation : Marché à procédure adaptée (MAPA) passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

Table des matières

ARTICLE 1- IDENTIFICATION	4
ARTICLE 2- GLOSSAIRE	4
ARTICLE 3- OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	4
3.1 PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE	4
3.2 TYPOLOGIE D'EVENEMENTS ET CONVIVES	5
ARTICLE 4- ELEMENTS DE CONTEXTE	5
4.1 STRATEGIE D'ACHAT	5
4.2 ARTICULATION DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 5- PRESENTATION DE L'ACCORD CADRE	6
ARTICLE 6- FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 7- DUREE DE L'ACCORD-CADRE	7
7.1 CADRE GENERAL	7
7.2 RECONDUCTION DE L'ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 8- LIEUX D'EXECUTION ET HORAIRES DE LA PRESTATION	7
8.1 LIEUX D'EXECUTION	7
8.2 HORAIRES DE LA PRESTATION	7
ARTICLE 9- DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 10- MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
10.1 REPRESENTATION DES PARTIES	8
10.2 CONDITIONS D'EXECUTION	8
10.3 OBLIGATION DU TITULAIRE	11
10.4 RESPONSABILITE DU TITULAIRE	12
10.5 OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION	12
10.6 CONSIDERATIONS SOCIALES	13
10.7 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	13
10.8 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
10.9 CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES	20
10.10 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
10.11 GARANTIE	21
10.12 PENALITES	21
10.13 REMBOURSEMENT DES FRAIS REELS EN CAS D'ANNULATION	23

ARTICLE 11 - REGIME FINANCIER.....	24
11.1 FORME ET CONTENU DES PRIX.....	24
11.2 VARIATION DES PRIX	24
11.3 AVANCES.....	25
11.4 MODALITES FINANCIERES	25
11.5 SERVICE FAIT.....	28
11.6 SUIVI FINANCIER DU MONTANT MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE.....	28
11.7 MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	28
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	29
12.1 ECHANGES DEMATERIALISES	29
12.2 LANGUE.....	29
12.3 SOUS-TRAITANCE	29
12.4 ASSURANCES.....	30
12.5 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES.....	30
12.6 RESILIATION	31
12.7 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	31
12.8 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE	31
12.9 DIFFERENDS.....	33
12.10 LITIGES ET CONTENTIEUX.....	34
ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG.....	34

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION

L'acheteur du présent marché est :

L'État,

Ministère chargé du Budget et des Comptes publics

Direction des achats de l'État

59, boulevard Vincent Auriol

75703 PARIS Cedex 13

Tél. : 01 44 97 34 61

Fax : 01 44 97 07 32

Le représentant de l'acheteur est représenté par le Directeur des achats de l'Etat, ou l'une des autorités bénéficiant d'une délégation de signature à cet effet en application de l'arrêté du 4 juin 2024 portant délégation de signature (direction des achats de l'Etat).

ARTICLE 2 - GLOSSAIRE

Au sens du présent cahier des clauses techniques particulières (CCAP) et des différents documents particuliers de l'accord-cadre, les termes mentionnés ci-après sont définis selon le glossaire du CCTP.

ARTICLE 3 - OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 55520000 - Services traiteur.

3.1 PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché a pour objet principal la fourniture de services de traiteur pour l'ensemble des bénéficiaires listés en annexe 1 du CCAP : administrations centrales des ministères y compris les autorités administratives indépendantes (AAI), services déconcentrés dans les départements 75, 92, 93 et 94 et certains établissements publics dans les départements 75, 92, 93 et 94 pour des prestations limitées à 600 convives maximum.

Les services associés suivants font également partie des prestations qui peuvent être commandées dans le cadre du marché : la mise à disposition de personnels de services, de cuisines et de vestiaires, de décorations végétales et de décorations thématiques, de boissons alcoolisées et non alcoolisées et de matériels nécessaires au service.

Les prestations du marché comprennent le transport des denrées et des personnes et le nettoyage correspondant à la remise en l'état des sites du bénéficiaire.

Les prestations s'exécutent dans les départements 75, 92, 93 et 94, et peuvent se dérouler du lundi au vendredi y compris le soir (horaires compris après 21h). Les prestations se déroulent en jours ouvrés principalement, et de 8h-21h. Les prestations sont majorées selon le coefficient défini par le prestataire dans le BPU en cas de prestations en horaires compris après 21h.

Dans les périodes de fortes activités (notamment les vœux des ministres qui ont lieu généralement de décembre à février), plusieurs prestations peuvent être organisées dans la même journée, voire simultanément.

3.2 TYPOLOGIE D'ÉVÉNEMENTS ET CONVIVES

Les besoins sont de nature diverse (différents selon les bénéficiaires et selon les événements à mettre en œuvre).

Les prestations commandées peuvent concerner tous types d'événements (moments de convivialité, réunions d'experts, conférences internationales, sommets, réceptions de chefs d'Etat ou de gouvernement, etc.) et de convives (chefs d'Etat et de gouvernement étrangers, ministres, personnalités étrangères de haut niveau, membres des délégations, journalistes, agents des ministères, techniciens, personnels de sécurité, etc.).

ARTICLE 4 - ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

4.1 STRATÉGIE D'ACHAT

En février 2023, a été adoptée en comité des achats de l'Etat, une stratégie interministérielle d'achat pour les prestations de traiteurs.

Cet accord cadre interministériel vise une exemplarité sur les aspects sociaux, environnementaux et de politique alimentaire de l'Etat. Cette ambition se traduit par l'intégration de ce marché réservé à des opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et / ou défavorisés en application des articles L 2113-12, L 2113-13 et L 2113-14 premier alinéa du code de la commande publique.

4.2 ARTICULATION DE L'ACCORD-CADRE

4.2.1 Articulation de l'accord-cadre avec d'autres supports contractuels

Les dates d'adhésion au présent accord cadre sont notifiées à titre informatives sans que cela ne constitue un engagement à l'annexe 1 du présent CCAP.

Chaque ministère et certains établissements publics sont bénéficiaires de l'accord-cadre interministériel pour la production déléguée d'événements. Dans ce cas, l'agence événementielle titulaire du marché de production déléguée d'événements recourt en priorité à l'un des titulaires du présent accord-cadre.

- Certains bénéficiaires disposent également de marchés ministériels de restauration collective ou d'une convention particulière (type restauration étudiante et administrative) qui leur permet d'assurer une partie de leurs prestations de traiteurs. Dans l'hypothèse où, sur le site de la prestation, il existe un marché de prestations de restauration collective (RC) ou une convention de restauration étudiante/administrative dont la société/structure titulaire est en capacité de satisfaire le besoin par ses moyens propres, ou dans le cadre du renouvellement des marchés et conventions, le titulaire du présent marché n'a pas l'exclusivité du besoin.

De manière générale, il est estimé que la société/structure est en capacité d'assurer les prestations de RC ou de restauration administrative/étudiante dans les cas suivants :

- petit-déjeuner et accueil/pause-café < 200 personnes ;
- cocktails, buffet < 20 personnes.

Cette estimation ne constitue pas un engagement contractuel car les capacités locales peuvent différer.

- Dans le cas où les bénéficiaires doivent faire procéder à la location ou la mise à disposition de lieux pour tenir leurs événements et que le traiteur est imposé par le lieu, les bénéficiaires recourent au traiteur imposé.

L'ensemble des bénéficiaires listés à l'annexe 1 du CCAP sont également bénéficiaires de l'accord-cadre interministériel de traiteur et plateau repas (2023_DAE_ACIM_PRESTA_TRAITEURS). Le lot 3 de l'accord-cadre

« 2023_DAE_ACIM_PRESTA_TRAITEURS » couvre des prestations identiques au présent accord-cadre. Les bénéficiaires recourent librement au présent marché réservé ou au lot 3 de l'accord-cadre interministériel traiteur.

Les titulaires du présent accord-cadre ne peuvent donc se prévaloir d'aucune exclusivité pour la fourniture des prestations objets du contrat.

4.2.2 Mécénat

Dans le cadre de certains événements, l'administration pourra bénéficier de mécénats de la part de partenaires publics ou privés. Dans ce cas, l'administration pourra ne pas faire appel au titulaire pour la réalisation des prestations de ce marché.

L'administration se réserve le droit de bénéficier de la mise à disposition de fournitures et matériels ainsi que de la prestation de services associée par des tiers, dans le cadre d'actions de mécénat.

Ces prestations seront fournies dans le cadre d'actions de mécénat conformément aux dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement de mécénat, telle que modifiée par la loi n° 2003-709 du 1^{er} août 2009 relative au mécénat, aux associations et aux fondations. L'exécution de ces prestations est régie par une convention de mécénat, conclue entre l'administration et les tiers mécènes, qui n'est pas soumise aux dispositions du code de la commande publique.

Les prestations réalisées dans le cadre des actions de mécénat dont bénéficie l'administration peuvent porter sur les équipements ou les prestations objets du marché.

ARTICLE 5 - PRESENTATION DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre est réservé aux structures du secteur du travail protégé et adapté et du secteur de l'insertion par l'activité économique en application de l'article L.2113-14 premier alinéa et R.2113-7 du code de la commande publique. Ces opérateurs économiques emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés : entreprises adaptées (EA), établissements et services d'aide par le travail (ESAT), structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou structures équivalentes, mentionnées aux articles L.2113-12 à L.2113-13 du code de la commande publique.

Il y a correspondance technique entre ce marché et l'accord cadre interministériel « 2023_DAE_ACIM_PRESTA_TRAITEUR » :

Marché traiteur réservé et le lot 3 de l'ACIM « 2023_DAE_ACIM_PRESTA_TRAITEUR » Les bénéficiaires sont libres de décider de la répartition des commandes entre cet accord cadre et l'accord cadre 2023_DAE_ACIM_PRESTA_TRAITEUR (prestations de traiteur de gamme intermédiaire), sans que le choix des bénéficiaires puisse donner lieu à une quelconque indemnisation des titulaires des marchés concernés.

ARTICLE 6 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum.

Le montant estimatif et maximum de l'accord-cadre est le suivant :

Montant estimatif sur 3 ans	Montant maximum sur 3 ans
10 500 000€ HT	31 500 000€ HT

Le montant maximum correspond au triple du montant estimatif mentionné dans le règlement de la consultation. Il correspond à la totalité des prestations traiteurs de gamme intermédiaire (marché conventionnel et réservés).

Le présent accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Il y a correspondance technique entre ce marché et le lot 3 (prestations de traiteur de gamme intermédiaire) de l'accord cadre interministériel dont la référence est 2023_DAE_ACIM_TRAITEURS notifié le 24 juillet 2024.

Les bénéficiaires sont libres de décider de la répartition des commandes sans que le choix des bénéficiaires puisse donner lieu à une quelconque indemnisation des titulaires.

L'accord-cadre est multi-attributaire avec 4 titulaires maximum retenus. Les bons de commandes sont attribués à tour de rôle par périodicité de 6 mois comme détaillé à l'article .10.2.2 du présent CCAP.

Le bon de commande sera adressé au titulaire classé en première position à la date de l'événement.

ARTICLE 7 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

7.1 CADRE GENERAL

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois ferme (première période contractuelle).

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

7.2 RECONDUCTION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite 1 fois par période de 12 mois (deuxième périodes contractuelles).

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis minimum de 2 mois.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre n'est pas reconduit, les bons de commande continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme mais ne peuvent excéder 3 mois après la date de fin de l'accord-cadre.

ARTICLE 8 - LIEUX D'EXECUTION ET HORAIRES DE LA PRESTATION

8.1 LIEUX D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation sont les départements suivants : 92 - Hauts-de-Seine (FR-92), 93 - Seine-Saint-Denis (FR-93), 94 - Val-de-Marne (FR-94), 75 - Paris (FR-75) ;

8.2 HORAIRES DE LA PRESTATION

Les prestations peuvent se dérouler tous les jours de la semaine y compris le soir (horaires compris après 21h). Les prestations sont majorées selon le coefficient défini par le prestataire dans le BPU en cas de prestations un en horaires compris après 21h.

Si des prestations se déroulent en weekend et en cas de jour férié, elles ne peuvent se faire qu'avec l'accord du traiteur : Un coefficient de majoration spécifique s'applique. Il ne peut être cumulatif avec le coefficient de majoration pour une prestation comprise entre 21h et 24h.

ARTICLE 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTR1) et son annexe :
 - o le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Liste des bénéficiaires ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :

- Annexe 1 : Liste de labels de qualité et durable ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé le 30 mars 2021 ;
- le mémoire technique valant offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 REPRESENTATION DES PARTIES

10.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Le Titulaire désigne un interlocuteur et son binôme, habilités à les représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Ce sont les interlocuteurs privilégiés de la DAE pour toute question d'ordre commercial, administratif et opérationnel. Ils ont une connaissance approfondie de l'accord-cadre et ils disposent de la qualité et de l'autorité nécessaires pour assurer la gestion et le bon fonctionnement de l'accord-cadre. Ces interlocuteurs sont désignés au plus tard cinq (5) jours ouvrés après la notification de l'accord-cadre. L'acheteur en est informé par courriel.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le Titulaire informe, sans délai, l'acheteur de toute modification des interlocuteurs désignés.

10.2 CONDITIONS D'EXECUTION

10.2.1 Remplacement des personnels

10.2.1.1 Remplacement des personnels à l'initiative du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, en cas de modification de son équipe ou de changement de contact, le titulaire doit immédiatement en aviser le bénéficiaire. Il communique impérativement les motifs de ces changements, ainsi que les profils et compétences de l'équipe ou du contact privilégié de remplacement. Il informe le bénéficiaire de la nouvelle organisation et prend toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le titulaire doit présenter au bénéficiaire un collaborateur avec un profil équivalent à son offre.

Le bénéficiaire vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Celui-ci désigne alors au bénéficiaire, dans les plus brefs délais, une personne de compétence équivalente.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le bénéficiaire ne le récuse pas dans un délai de 1 jour à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus. Si le bénéficiaire récuse le remplaçant, et par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose de 12 heures pour désigner un autre remplaçant et en informer le bénéficiaire.

10.2.1.2 Récusation d'un intervenant à l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire se réserve la possibilité de refuser la poursuite de l'intervention d'un collaborateur du titulaire si les compétences de ce dernier ne correspondent pas aux niveaux de qualité prévus dans les documents

contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire doit mettre à disposition du bénéficiaire un nouvel intervenant d'une compétence conforme aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. Ce remplacement devra être effectif dans un délai maximum de 1 jour à compter de la notification écrite adressée au titulaire.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

10.2.2 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Les modalités de passation des commandes et de réception des devis sont précisées à l'article 9 du CCTP.

Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Dans le but d'assurer la sécurité des approvisionnements le présent accord cadre est à bons de commande conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13, R.2162-14 du Code de la Commande Publique. Conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 du Code de la Commande Publique, l'accord cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et ne donne pas lieu à la conclusion de marchés subséquents. Les bons de commande sont émis par chaque entité (service prescripteur) qui y indique ses besoins.

A l'issue du classement des offres, l'attribution des bons de commande se fait par tour de rôle par période de six mois jusqu'à l'échéance du marché. Le titulaire classé à la première place se voit ainsi attribuer les bons de commandes pour une durée de 6 mois à la date de démarrage de l'accord cadre. Le titulaire classé deuxième est consulté en premier à partir du septième mois, le titulaire classé troisième est consulté en premier à partir du treizième mois et ainsi de suite, jusqu'au dernier titulaire. Le roulement reprend au début une fois l'ensemble des titulaires sollicité.

Le bon de commande sera adressé au titulaire classé en première position à la date de l'événement.

Chaque service prescripteur attribue les bons de commande de façon à assurer la meilleure exécution possible de l'accord cadre. Si le titulaire à la première place pendant sa période de tour de rôle est défaillant, c'est au titulaire classé à la suite d'être sollicité et ainsi de suite jusqu'au dernier titulaire. Lors de la période du tour de rôle du quatrième et/ou dernier titulaire, si il est défaillant, c'est au titulaire suivant d'être sollicité (en l'occurrence dans ce cas celui qui est classé en première position).

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- les coordonnées du bénéficiaire ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la date, l'heure de début et la durée de l'événement.
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions

prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

10.2.3 Pilotage

Le pilotage de l'accord-cadre et le suivi d'exécution sont réalisés au travers de réunions de lancement et de réunions régulières entre l'acheteur et le titulaire. Ces réunions s'appuient sur la transmission d'états d'activités et de consommation et de tableaux de bord.

Cet état d'activité comprend la liste des bons de commande émis pour chaque bénéficiaire et chaque utilisateur avec leur objet, leur montant et le numéro de bon de commande choris.

Cet état d'activité est remis sous format de tableur type Excel et contient le détail des UO en qualité et en quantité commandées et facturées par chaque utilisateur.

Le titulaire fournit à l'acheteur sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution. Le titulaire est tenu de transmettre ces données dans un délai de 15 jours à compter de la demande de l'acheteur.

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité telle que précisée à l'article 10.12.5 du CCAP.

10.2.4 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Le titulaire doit les restituer dans l'état de propreté où il les a trouvés.

En application de l'obligation d'acquisition de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire s'engage à fournir les produits, objets de l'accord-cadre, dans le respect du CCTP.

10.2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

En cas de groupement, le mandataire du groupement met en place un point de contact unique qui confirme la capacité d'exécution de la prestation correspondant au besoin et établit le devis conformément aux dispositions prévues à l'article 9.1 du CCTP, quel que soit le membre du groupement qui l'exécute.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, lorsqu'un co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par

l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

10.3 OBLIGATION DU TITULAIRE

10.3.1 Respect des normes en vigueur

S'agissant de prestations induisant la préparation et le transport de denrées alimentaires, le titulaire est tenu de respecter les normes sanitaires, de qualité et de traçabilité décrites aux articles 5 et 8 du CCTP.

10.3.2 Obligation de discrétion du titulaire

Le titulaire est tenu d'appliquer et de faire appliquer à l'ensemble de son personnel, et, le cas échéant de ses sous-traitants et fournisseurs, le secret professionnel et l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données ou illustrations, dont il a ou aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Tout manquement à l'obligation de discrétion ainsi que toute disparition momentanée ou irrémédiable de documents justifient la mise en œuvre immédiate, à l'encontre du titulaire, des poursuites prévues par les articles 411-5, 411-6, 413-7 et 226-13 et 226-14 du Code pénal.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'acheteur à résilier le marché aux torts du titulaire, ou aux frais et risques de ce dernier.

10.3.3 Obligation de résultats du titulaire

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats quant à la quantité et à la qualité des prestations réalisées conformément aux prescriptions du CCTP.

Le titulaire est par ailleurs réputé avoir parfaitement pris connaissance des conditions de réalisation des prestations sur les sites (notamment moyen d'accès et moyens à mettre en œuvre pour les respecter, particularités des sites, etc.).

Le titulaire s'engage à respecter les délais indiqués à l'article 9 du CCTP dès la notification du marché, pour l'organisation des prestations.

En dehors des situations de crise sanitaire où des dispositions particulières sont prévues à l'article 12.8 du présent CCAP, les cas de force majeure ou d'empêchement manifestes nécessitent d'être signalés au plus vite au prescripteur et restent toutefois soumis à l'appréciation du donneur d'ordre. Par ailleurs, ces cas de force majeure n'excluent pas l'application des pénalités si les raisons invoquées sont jugées insatisfaisantes par le pouvoir adjudicateur, ou de nature à ne pas dégager la responsabilité du titulaire.

10.3.4 Obligation de conseil et d'information

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements ou dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

10.3.5 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

L'accès aux Hôtels des Ministres ou lors de manifestations recevant des hautes personnalités est conditionné à la réalisation d'une enquête de sécurité pour les personnels susceptibles de pénétrer dans cette enceinte. Il s'agit d'une enquête administrative diligentée, à la demande du ministère, par l'autorité administrative (préfet de police) et destinée à vérifier que les caractéristiques de la personne physique ou morale intéressée ne sont pas incompatibles avec l'accès au site envisagé. Cette enquête peut donner lieu à la consultation des traitements automatisés de données personnelles (fichiers), conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code de la défense. L'avis rendu n'a pas à être motivé.

Les interventions peuvent se situer sur un site à l'intérieur duquel des règles de sécurité particulières sont à prendre. Les bénéficiaires préciseront les modalités d'accès au site au plus tard lors de la demande de devis. Le prestataire respecte les consignes d'accès et s'adapte aux mesures de sécurité du site fournies par le bénéficiaire.

Le titulaire doit se renseigner sur les conditions d'accès et de stationnement dans le site ou le lieu d'intervention.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, les bénéficiaires se réservent le droit d'interdire l'accès de leurs locaux aux employés du titulaire sans que cela ne modifie les délais d'exécution prévues dans le marché.

10.4 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire garantit que le personnel affecté à la réalisation des prestations dispose des compétences, de l'expérience et le cas échéant des agréments nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire est responsable de la formation de ses employés aux règles d'hygiène et de sécurité. Tout incident en la matière est porté immédiatement à la connaissance de la personne responsable du marché ou de son représentant.

Le titulaire s'engage à ce que l'ensemble de son personnel ne divulgue aucune information dont il pourrait avoir connaissance lors de l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés. Il est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

10.5 OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION

10.5.1 Désignation d'un interlocuteur par l'administration

L'administration s'engage à tout mettre en œuvre pour faciliter l'exécution du marché et notamment à affecter en début de marché un interlocuteur régulier pour le titulaire pendant toute la durée du marché.

10.5.2 Accès aux sites de l'Administration

L'administration communique au Titulaire les conditions d'accessibilité aux locaux et les règles de sécurité en vigueur, à savoir notamment des papiers d'identité en règle et des badges fournis par l'administration à présenter aux gardes de sécurité.

L'administration apporte toutes facilités et conditions de sécurité nécessaires au personnel affecté dans ses locaux pour l'exécution des prestations qui lui sont demandées.

10.5.3 Accès aux sites d'un événement

L'administration se charge de l'établissement des badges techniques et des autorisations nécessaires au Titulaire pour l'accès aux sites de l'événement.

10.6 CONSIDERATIONS SOCIALES

10.6.1 Marché réservé

Dans un objectif de favoriser le retour à l'emploi des publics qui en sont éloignés, l'acheteur fait application des articles L.2113-14 et R.2113-7 du code de la commande publique en réservant ce marché à la fois aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés : entreprises adaptées (EA), établissements et services d'aide par le travail (ESAT), structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou structures équivalentes, mentionnées aux articles L.2113-12 à L.2113-13 du code de la commande publique.

10.7 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, en plus des obligations prévues à l'article 5 du CTP en application de l'article R2111-10 du code de la commande publique, il est fait application au présent CCAP de l'article L.2112-2 et L.2112-3 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

10.7.1 Lutte contre le gaspillage alimentaire

Dans un souci de sobriété et de réduction des prélèvements de ressources, l'acheteur ambitionne de commander des prestations « zéro gaspillage alimentaire ».

Le titulaire conseille ainsi l'acheteur et le bénéficiaire dans le choix de prestations, en nature et en volume, les plus adaptées au format de l'événement et au public.

A l'issue des prestations, le titulaire s'engage à développer une politique de don des produits non consommés au bénéfice d'associations caritatives. Les produits concernés sont les produits n'ayant pas subi une rupture de chaîne du froid. Le titulaire met en place un reporting pour l'acheteur comme précisé à l'article 10.7.6 du CCAP, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaires.

10.7.2 Gestion des déchets issus des prestations du marché

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre. Lors de l'organisation d'événements, le titulaire respecte les consignes de tri mises en place sur le site ou le cas échéant s'assure de la mise en place de collectes sélectives des déchets produits à l'occasion des prestations.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, les bordereaux de suivi des déchets (BSD) permettant de garantir la traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation et la conformité de ce traitement aux exigences réglementaires.

En cas d'évolution de la réglementation en cours d'exécution de l'accord-cadre, notamment en cas de création d'une nouvelle filière de responsabilité élargie des producteurs (« Filière REP »), le titulaire est tenu de se conformer aux éventuelles nouvelles obligations. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur des modalités de mise en œuvre de ces obligations dans l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

10.7.3 Entretien et hygiène

Durant l'exécution de la prestation, le titulaire est tenu d'utiliser des produits d'hygiène écologiques ou biosourcés, ou les moins impactant sur l'environnement.

10.7.4 Modalités de livraison

Le titulaire recourt, autant que possible et lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du titulaire :

- sur le recours au transport ferroviaire, fluvial, et/ou à la cyclologistique (ex. vélo cargo) pour le dernier-kilomètre ;
- sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

L'acheteur se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement, etc.).

À cette fin, le titulaire :

- analyse systématiquement la possibilité de regrouper la livraison des commandes d'un même bénéficiaire ou de plusieurs bénéficiaires situés dans un même périmètre géographique ;
- reprogramme la date de livraison si nécessaire, après accord préalable du bénéficiaire. Cette reprogrammation peut ainsi déroger aux délais de livraison inscrits à l'Accord-cadre, sous réserve de la validation expresse du bénéficiaire.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de l'accord-cadre, éventuellement déjà prolongé.

10.7.5 Communication – information des convives

Lors de l'exécution des prestations et sur demande de l'administration, le titulaire est tenu d'informer les convives de la qualité environnementale des services proposés : qualité et origine des produits alimentaires utilisés, lutte contre le gaspillage alimentaire et don des produits non consommés, qualité environnementale des contenants, vaisselles et emballages, politique de réduction de la production de déchets (notamment déchets non alimentaires) et gestion responsable des déchets (notamment destination des déchets collectés et valorisation).

Une information particulière doit valoriser les offres végétariennes proposées aux convives.

Les supports d'information doivent être adaptés au type de prestation, par exemple : affichage pour les buffets, petits déjeuners et pause-café avec la mention de pastilles sur les produits les plus vertueux (caractère biologique, équitable, autre signe distinctif de la qualité, poids carbone, etc.), ou tout autre mode d'information et de communication plus pertinent.

Dans tous les cas, l'origine géographique des principaux produits entrant dans la composition de la prestation proposée doit être mentionnée ainsi que les labels EGALIM reconnus par l'INAO (<https://www.inao.gouv.fr/>) .

10.7.6 Suivi des engagements du titulaire – reporting

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu d'effectuer un reporting précis à l'acheteur sur les éléments suivants :

- A date anniversaire du marché puis tous les six mois – **Qualité environnementale des produits** : part (en tonnage) des fruits frais, de saison, durables, de qualité, issus de l'agriculture biologique, des légumes frais, de saison, durables, de qualité, issus de l'agriculture biologique, de la viande durable et de qualité, du poisson durable et de qualité, du pain issu de l'agriculture biologique, des laitages de qualité et durables, des boissons chaudes issues du commerce équitable, etc. Le titulaire fournit les justificatifs (certificat « agriculture biologique » ou équivalent, factures fournisseurs mentionnant le signe de qualité et de durabilité du produit, fiche de traçabilité des produits, etc.). Ce reporting doit notamment permettre au bénéficiaire de vérifier que :

- 100% des fruits et légumes sont de saison ;
- 100% des viandes et poissons sont durables et de qualité ;
- 100% des cafés et thés sont certifiés issus du commerce équitable ;
- 100% du pain est certifié issu de l'agriculture biologique.

Après la première année du marché, et à chaque année (année civile), le titulaire doit effectuer un reporting démontrant la part (en €) des légumes, fruits, laitages et charcuteries durables et de qualité dont au moins 20% (en €) issus de l'agriculture biologique. Le titulaire peut choisir tout ou partie de ces familles de produits pour atteindre les objectifs annuels.

- A date anniversaire du marché puis tous les six mois – **Lutte contre le gaspillage alimentaire** : nombre de propositions adressées à l'acheteur pour l'aider à calibrer au plus juste son besoin, volume (tonnage) de produits donnés aux associations caritatives (et raison sociale de ces associations). Le titulaire fournit le document attestant des dons réalisés. Il communique également les documents attestant de la gestion du surplus non éligibles à la donation (transformation pour l'alimentation animale, valorisation via solution de compostage, etc.)
- A date anniversaire du marché puis tous les six mois – **Gestion des déchets issus des prestations dans le cas où la collecte des déchets relève du titulaire** : le titulaire est tenu de communiquer un bilan précis relatif à la collecte et à la gestion des déchets issus des prestations objet du présent marché.

Ce bilan doit préciser :

- les typologies de déchets concernées : biodéchets, déchets non-dangereux tels que le verre, le plastique, le carton, les emballages, le papier etc. ;
- les tonnages collectés par typologie de déchets ;
- les modalités de traitement appliquées à chaque typologie de déchets : valorisation matière (notamment compostage des biodéchets), valorisation énergie, incinération, etc. ;
- les systèmes de collecte des déchets appliqués durant l'exécution du marché : système individuel ou recours à un prestataire ;
- les adresses des sites de traitement des déchets mobilisés dans le cadre de l'exécution du marché.

10.8 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le bénéficiaire est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte des bénéficiaires les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

10.8.1 Précisions terminologiques

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est le bénéficiaire et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

10.8.2 Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du bénéficiaire, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations traiteurs.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée de 3 ans.

La ou les finalité(s) du traitement sont : les noms des contacts sur site et leurs coordonnées le nom des invités ou des personnalités (création d'étiquettes personnalisées avec le nom des convives pour placer ces derniers lors d'un repas assis par exemple).

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes :

- le nom ;
- le prénom ;
- la fonction ;
- la date de naissance ;
- le numéro de pièce d'identité et/ou de passeport ;
- les coordonnées professionnelles ;
- le numéro de téléphone ;
- les allergies alimentaires et environnementales ;
- la photo d'identité ;
- l'agenda.

Les catégories de personnes concernées par les données sont les suivantes :

- les participants ;
- le personnel du titulaire (cuisinier, serveur, maître d'hôtel, chauffeur, livreur, personnel d'office, responsable d'équipe,....)

10.8.3 Mise en œuvre du traitement : Obligations du titulaire vis-à-vis du bénéficiaire :

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du bénéficiaire figurant dans le bon de commande et dans les documents communiqués par la bénéficiaire. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le bénéficiaire et l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;

5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

10.8.4 Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'acheteur et du bénéficiaire, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe l'acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au bénéficiaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide le bénéficiaire à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;

- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

10.8.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur et au bénéficiaire toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par mail. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur et au bénéficiaire, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur ou du bénéficiaire, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur et du bénéficiaire, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
- Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

10.8.6 Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

10.8.7 Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

10.8.8 Délégué à la protection des données

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

10.8.9 Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :

- o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

- o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

10.9 CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

10.10 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les services doivent être conformes aux spécifications de l'accord cadre, aux règles d'hygiène et aux normes en vigueur.

Les vérifications de salubrité, qualitatives et quantitatives pour la réception des produits commandés peuvent être effectuées par chaque bénéficiaire concerné.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, chaque bénéficiaire peut procéder à des contrôles rigoureux au moment de la livraison. Ces contrôles sont effectués en présence du représentant de l'administration et du livreur, et portent notamment sur la quantité et la qualité.

Le titulaire doit être en mesure de fournir les éléments permettant de justifier et d'attester la provenance, la qualité, la quantité ainsi que la régularité des approvisionnements des produits qui lui ont été commandés. Il doit également pouvoir justifier de la traçabilité de l'ensemble des produits.

Le titulaire est responsable de l'ensemble des conséquences induites par la non-conformité avérée d'une quelconque fourniture.

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications de l'accord-cadre ou à la commande passée dans les conditions prévues au présent CCAP, le bénéficiaire peut :

- soit exiger le remplacement immédiat de la marchandise défectueuse avec obligation pour le titulaire de procéder à une nouvelle livraison dans les deux heures suivant ce constat ;
- soit accepter la marchandise avec réfaction ;
- soit annuler la commande de tout ou partie des produits livrés ;
- soit appliquer les pénalités pour mauvaise exécution.

Le titulaire est responsable de l'ensemble des conséquences induites par la non-conformité avérée d'une quelconque fourniture.

Les frais de manutention et de transport entraînés par l'ajournement ou le rejet des fournitures sont supportés par le titulaire.

10.11 GARANTIE

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

10.12 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Conformément au CCAG de référence, le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

10.12.1 Pénalités pour non-respect des délais de livraison

En cas de retard par rapport à l'heure convenue de livraison indiquée au bon de commande, une pénalité est appliquée.

Par dérogation au CCAG-FCS, les modalités de calcul des pénalités de retard sont les suivantes :

- $P = (V \times R) / 100$.
- P : montant de la pénalité ;
- V : valeur des prestations commandées TTC ;
- R : nombre de demi-heures de retard.

10.12.2 Pénalités pour non-respect de gammes produits, de niveau de prestations ou défaut de qualité (base devis, bons de commande, bordereau de livraison)

Si la gamme des produits livrée n'est pas conforme au niveau commandé (intermédiaire), le bénéficiaire pourra appliquer des pénalités.

De même, si les prestations associées (définies au CCTP, article 4.3) ne remplissent pas le niveau d'exigence souhaitée, le bénéficiaire pourra appliquer des pénalités.

Les pénalités pour non-respect des prestations s'appliquent ainsi :

Fait générateur	Pénalités
Quantité livrée non conforme à quantité commandée	5% du montant HT de la commande
Gamme ou prestations commandées non respectées	10% du montant HT de la commande
Saisonnalité des produits non respectée comme visé à l'article 3.3 du CCTP.	2% du montant HT de la commande

10.12.3 Pénalités pour non remise en l'état des lieux d'intervention

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités en cas d'absence de remise en l'état des lieux d'intervention ou de remise en l'état partielle après réalisation de la prestation, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du jour de la prestation. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les lieux concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer de la remise en l'état des lieux d'intervention ou de remise en l'état partielle après réalisation de la prestation, une pénalité de **200 euros TTC** par fait constaté s'applique.

10.12.4 Pénalités pour manquement aux principes de laïcité et de neutralité

En cas de manquement aux principes de laïcité et de neutralité, le titulaire encourt une pénalité de **100 euros TTC** par manquement constaté.

10.12.5 Pénalités pour non-respect des règles de sécurité et pour comportement inapproprié du personnel du titulaire

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités pour non-respect des règles de sécurité et pour comportement inapproprié du personnel du titulaire, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du jour de la prestation. Cette invitation précise le montant des pénalité susceptibles d'être appliquées, le ou les personnels concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées ne permettent pas au titulaire de démontrer que ses manquements aux règles de sécurité et le comportement inapproprié de son personnel ne lui sont pas imputables, une pénalité de **100 euros TTC** par constat est appliquée.

10.12.6 Pénalités pour non-respect des prescriptions sanitaires et de la législation en la matière

En cas de non-respect des prescriptions sanitaires et de la législation en la matière, le titulaire encourt une pénalité de **1000 euros TTC**.

10.12.7 Pénalités pour absence à une réunion de pilotage prévue par l'administration

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de **300 euros TTC** si l'interlocuteur désigné par le titulaire pour le représenter est absent à une réunion de pilotage sans justification pertinente (cas de force majeure, annulation 72 heures à l'avance, etc.).

10.12.8 Pénalités pour dysfonctionnement dans les modalités de facturation

Le bénéficiaire se réserve le droit à la suite d'au moins 2 dysfonctionnements répétés dans le processus de facturation, de notifier au titulaire une pénalité de **300 euros TTC** par manquement constaté dans la gestion administrative du circuit de commande.

10.12.9 Pénalités liées aux considérations environnementales

Si le titulaire n'a pas transmis dans les deux semaines suivant l'échéance les éléments de reporting prévus à l'article 10.7 du CCAP, une pénalité de **100 euros TTC** par jour de retard est appliquée : tableau de reporting (suivi des engagements du titulaire), les bordereaux de suivi des déchets, le tableau bilan des GES.

En cas de non transmission des éléments de reporting prévus à l'article 10.7 du CCAP un mois après les échéances prévues au marché, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **100 euros TTC**.

En cas de non information des convives de la qualité environnementale des services proposés (qualité et origine des produits alimentaires utilisés, lutte contre le gaspillage alimentaire et don des produits non consommés qui n'ont pas subi de ruptures de chaînes du froid, qualité environnementale des contenants, vaisselles et emballages, politique de réduction de la production de déchets (notamment déchets non alimentaires) et gestion responsable des déchets notamment destination des déchets collectés), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire par événement de **200 euros TTC**.

10.12.10 Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé

En cas de non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé, le titulaire subit une pénalité s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise. Le montant des pénalités est, au plus, égal à **10 % du montant du contrat** et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, 8224-2 et 8224-5 du code du travail.

10.12.11 Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations de l'article 10.8 du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- **50 euros TTC** par jour de retard (à compter du jour de la notification de l'accord-cadre) en cas de non transmission du nom et des coordonnées du DPD du bénéficiaire le cas échéant ;
- **50 euros TTC** par jour de retard (à compter du jour de la notification de l'accord-cadre) pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnelle ;
- **50 euros TTC** par jour de retard pour non-tenue du registre des activités de traitement.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

10.13 REMBOURSEMENT DES FRAIS REELS EN CAS D'ANNULATION

À tout moment, l'événement projeté peut être annulé.

En cas d'annulation à l'initiative de l'administration d'événements de plus de 20 personnes, celle-ci pourra indemniser le titulaire à la demande de ce dernier :

Pour toute commande :

- en cas d'annulation 2 jour ouvré avant la date de la prestation : 100% de la facture correspondante, hors frais de livraison ;
- en cas d'annulation 4 jours ouvrés avant la date de la prestation : 70% du montant de la facture correspondante, hors frais de livraison, de service, de matériel et de boisson.

Le paiement de ces frais est affecté sur présentation des justificatifs et ne doit pas conduire à l'enrichissement sans cause du titulaire.

Lorsque le prestataire est informé d'une annulation au-delà des 4 jours ouvrés précédant la prestation, aucune indemnisation n'est prévue.

ARTICLE 11 - REGIME FINANCIER

11.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix unitaires figurent dans le **bordereau de prix unitaires** annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement des interventions liées aux prestations sur site sauf exceptions prévues à l'article 7 du CCTP ;
- la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun avec l'acheteur ;
- le suivi contractuel ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations ;
- les assurances tous risques (couvrant notamment le matériel, le personnel et les dommages causés aux personnes et aux matériels) y compris les éventuels coûts de mise en œuvre de ces assurances en cas d'accident (franchise, etc.). Ces charges, sujétions, frais liés et frais d'assurances susmentionnés ne peuvent donc pas être facturés en tant que tels lors de la vie du marché puisqu'ils sont déjà inclus dans les prix contractualisés.
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable.

Les prix unitaires figurent dans le **BPU** annexé à l'acte d'engagement. Les remises prévues à l'acte d'engagement, consenties par le titulaire sont appliquées sur ces prix publics pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises.

Exceptionnellement, en cas de prestations complémentaires non prévues au BPU mais néanmoins indispensables, dans le respect des exigences formulées par le bénéficiaire, il peut être recouru au catalogue du fournisseur ou à l'établissement d'un devis dans les conditions suivantes :

- le bénéficiaire se reporte en priorité au catalogue du titulaire. Dans ce cas, le prix des prestations du catalogue correspond au tarif public du titulaire assorti d'une remise dont le pourcentage est fixé dans le BPU (UO23-01).
- à défaut de satisfaction de son besoin dans le catalogue, le bénéficiaire peut demander l'établissement d'un devis ;
- dans la limite où ce recours ne représente pas un bouleversement de l'économie du marché d'une importance telle que cette modification remettrait en cause les conditions de la mise en concurrence ;
- dans des cas exceptionnels ;
- dans la mesure où les devis portent sur des prestations de même nature que celles visées dans le présent accord-cadre ;
- sous la condition que ces prestations ne dépassent pas un montant égal à 10% du montant total facturé au titre de l'accord cadre (montant exécuté à la date de signature du bon de commande relatif aux prestations sur devis hors catalogue sur l'ensemble des consommations de l'accord-cadre).

11.2 VARIATION DES PRIX

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

11.2.1 Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à **15%**, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

11.2.2 Périodicité de révision des prix

Les prix sont révisés à la demande du titulaire de l'accord cadre. Les révisions interviendront tous les six mois calendaires à partir du 1^{er} jour du mois suivant la date de notification de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P = P0 \times (\text{Indice0}/\text{Indice1})$$

Dans laquelle :

P= Prix révisé H.T.

P0= Prix de l'offre finale H.T. ou issu de la révision précédente

Indice1= valeur de l'indice définitif publié au jour de la remise des offres finales ou utilisé lors de la révision précédente

Indice0 = valeur de l'indice définitif publié au moment de la demande de révision

Les indices de référence sont : « Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Prix de base – CPF 56.21 – Services de traiteurs – Base 2010, publié sur le site internet de l'INSEE, identifiant 010545992.

Avec la notification de la demande de révision de prix à l'administration, le titulaire fournit à celle-ci le bordereau des prix révisé. Il est précisé qu'en cas de changement d'identifiant servant au calcul de la révision des prix, il n'est pas procédé à un avenant.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul. La demande doit parvenir au plus tard deux mois avant la date souhaitée d'application des prix révisés. En cas de non-respect de ce préavis par le titulaire, il doit attendre la prochaine échéance pour réviser les prix.

Sans opposition de l'autre partie dans un délai d'un mois suivant la date de réception du mail contenant le document de révision des prix susvisé du titulaire, les nouveaux prix sont réputés acceptés et automatiquement applicables pour des prestations dont l'exécution intervient postérieurement à la date d'entrée en vigueur des prix révisés

Modification d'un indice :

- En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.
- En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement est notifié par courrier au titulaire par l'administration.

11.3 AVANCES

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

11.4 MODALITES FINANCIERES

11.4.1 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

11.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - o arrêté du 23 décembre 2019 modifié fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat modifié ;
 - o arrêté du 21 décembre 2018 modifié fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense modifié

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française (JORF).

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

11.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.4.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique).

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

11.4.5 Paiement par carte d'achat

Sans objet.

11.5 SERVICE FAIT

Les prestations objet du présent accord-cadre sont éligibles à la procédure de service fait. Dans le respect des dispositions de l'article 41 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, lorsqu'il est mis en place, un service facturier placé sous l'autorité d'un comptable public est chargé de recevoir et d'enregistrer les factures et titres établissant les droits acquis aux créanciers. Le montant de la dépense est arrêté par le comptable au vu des factures et titres mentionnés de la certification du service fait. Cette certification constitue l'ordre de payer défini aux articles 11 et 29 à 32 du décret.

11.6 SUIVI FINANCIER DU MONTANT MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état trimestriel de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de **10 jours** ouvrés à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent **70 %** de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'acheteur organise.

11.7 MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;

- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 ECHANGES DEMATERIALISES

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent via le profil d'acheteur (PLACE).

12.2 LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre l'acheteur et le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

12.3 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

12.4 ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les interventions les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 2 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 1 000 000 € par sinistre.

L'administration n'est pas responsable des pertes de matériels, des vols ou des détériorations accidentelles pendant les phases de montage, d'exploitation et de démontage sur le ou les site(s) des événements. Elle conseille au titulaire de prévoir une assurance à cet effet.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuelles prévues dans les contrats d'assurance souscrits.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

12.5 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant

influer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

12.6 RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-FCS (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général). Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, le bénéficiaire se réserve la possibilité de résilier le marché :

- en cas de non-respect des obligations définies à l'article 8.1 du CCTP ;

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

12.7 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

12.8 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et du bénéficiaire ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

12.8.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

12.8.2 Suspension à l'initiative des bénéficiaires

Si le bénéficiaire décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

Le bénéficiaire ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse au bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

12.8.3 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

12.8.4 Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

12.8.5 Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10%** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

12.8.6 Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 du CCAG-FCE et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

12.8.7 Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

12.9 DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12.10 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif ci-après :

Articles du présent CCAP qui dérogent aux CCAG	Articles du CCAG-FCS auxquels il est fait dérogation
Article 10.2.1.1 – Remplacement des personnels à l'initiative du titulaire	Article 3.4.2
Article 10.10 – Constatation de l'exécution des prestations	Article 30
Article 10.12 - Pénalités	Article 14
Article 12.6 – Résiliation	Article 42